

Cote du document: EB 2013/110/R.47/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 10 d) ii)
Date: 11 d'ecembre 2013
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêts à la République fédérative du Brésil pour le projet

Coordination et concertation sur les politiques publiques au profit de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans la zone semi-aride de la région du Nordeste au Brésil (Projet Dom Hélder Câmara)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Iván Cossio

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2343
courriel: i.cossio@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dixième session
Rome, 10-12 décembre 2013

Pour: **Approbation**

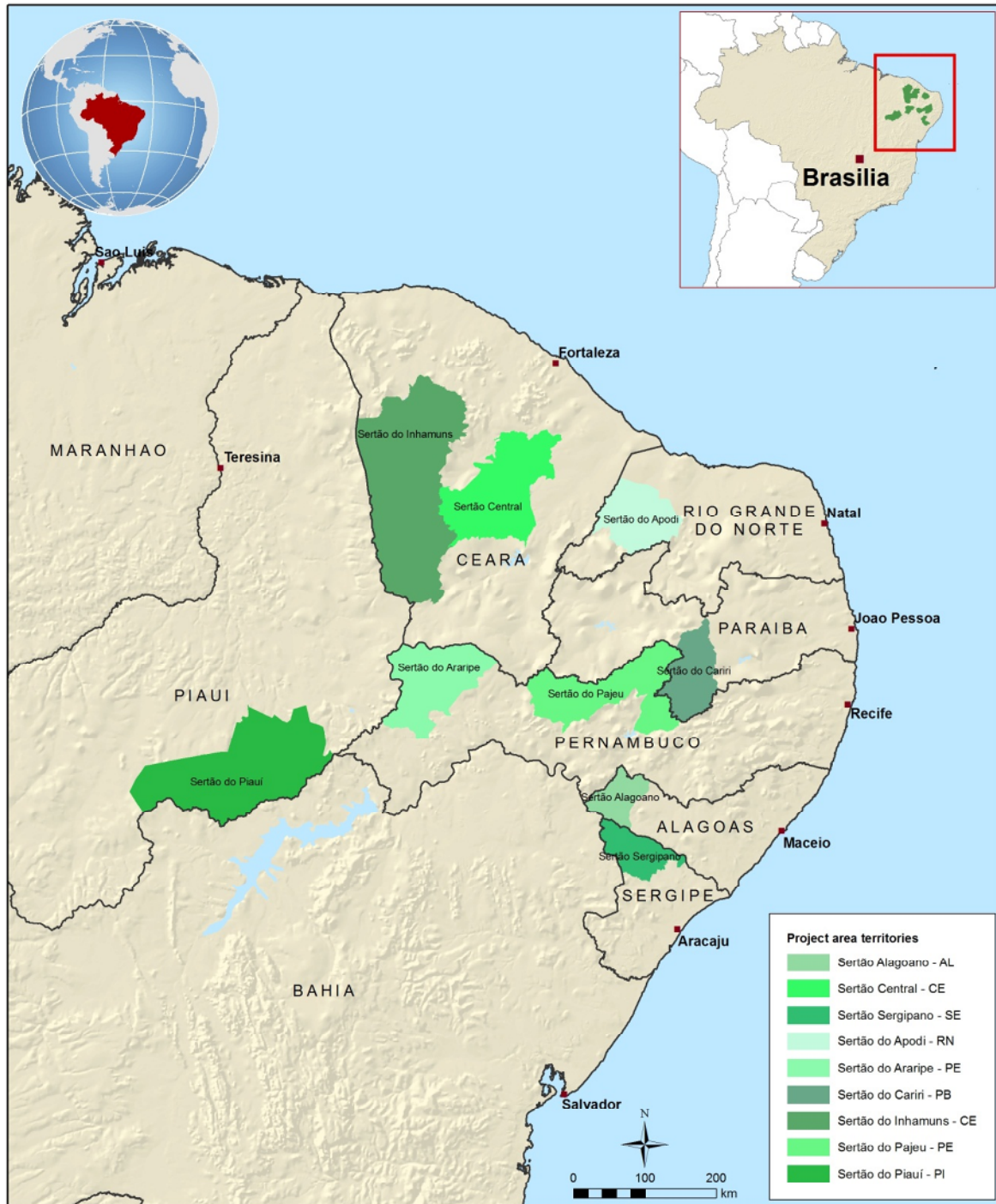
Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	6
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	12
 Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	14
 Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

INCRA	Institut national pour la colonisation et la réforme agraire
MDA	Ministère du développement agraire
PDHC	Projet Dom Hélder Câmara
PRONAF	Programme national de renforcement de l'agriculture familiale
SAF	Secrétariat à l'agriculture familiale
SDT	Secrétariat au développement territorial
UGP	Unité de gestion du projet

Carte de la zone du projet



Source: FIDA; 22/05/2013

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République fédérative du Brésil

Coordination et concertation sur les politiques publiques au profit de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans la zone semi-aride de la région du Nordeste au Brésil (Projet Dom Hélder Câmara)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République fédérative du Brésil
Principal organisme chargé du projet:	Ministère du développement agricole (MDA), par l'entremise du Secrétariat au développement territorial (SDT)
Coût total du projet:	125,3 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	2 000 000 DTS (équivalant approximativement à 3 millions d'USD) au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA
Montant du prêt du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol):	11 360 000 EUR (équivalant approximativement à 15 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions ordinaires
Conditions du prêt du Fonds fiduciaire espagnol:	Conditions ordinaires
Contribution de l'emprunteur:	82,1 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	25,2 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République fédérative du Brésil pour le Projet relatif à la coordination et à la concertation sur les politiques publiques au profit de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans la zone semi-aride de la région du Nordeste au Brésil (Projet Dom Hélder Câmara), telle qu'elle figure au paragraphe 46.

Proposition de prêts à la République fédérative du Brésil pour le Projet relatif à la coordination et à la concertation sur les politiques publiques au profit de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans la zone semi-aride de la région du Nordeste au Brésil (Projet Dom Hélder Câmara)

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. L'économie brésilienne connaît une croissance soutenue qui s'accompagne de progrès importants sur le plan de l'atténuation de la pauvreté et de l'intégration sociale. Cependant, ces succès masquent les disparités considérables qui subsistent au sein du pays, car la pauvreté se concentre dans la région du Nordeste et sévit plus particulièrement dans les zones semi-arides. Sur les 16,2 millions de personnes extrêmement pauvres que compte le Brésil, 9,6 millions, soit près de 60%, vivent dans le Nordeste.
2. Le secteur agricole joue un rôle majeur dans l'économie brésilienne et, bien qu'il ne représente que 5% du PIB du pays, il constitue une source de revenus, d'emplois et de devises extrêmement importante. Cependant, il existe au sein du secteur une dichotomie très marquée, l'essentiel de la dynamique provenant de l'agriculture industrialisée tirée par les productions d'exportation, qui se concentrent dans le Sud, le Sud-Est et le Centre-Ouest du pays, tandis que l'agriculture familiale se caractérise par un faible dynamisme économique et une forte incidence de la pauvreté, en particulier dans la région du Nordeste.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

3. Le Projet relatif à la coordination et à la concertation sur les politiques publiques au profit de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans la zone semi-aride de la région du Nordeste au Brésil (Projet Dom Hélder Câmara – PDHC) (Articulação e diálogo sobre políticas para reduzir a pobreza e desigualdade no Nordeste Semiárido – Projeto Dom Hélder Câmara) concorde avec la politique du Brésil en matière de développement rural et de lutte contre la pauvreté, et il a pour objet de dégager des synergies et de tirer le meilleur parti des politiques et programmes relatifs à l'agriculture familiale actuellement en vigueur. Le projet est en harmonie avec le plan emblématique de la réduction de la pauvreté adopté par le gouvernement fédéral sous le nom de "Brésil sans misère" (Brasil sem Miséria), qui regroupe les programmes de lutte contre l'extrême pauvreté. Dans ce contexte, le projet concorde avec les principaux programmes et politiques publics visant à favoriser l'intégration de la production et l'intégration sociale: i) la Politique de développement territorial, dont les principaux acteurs sont les collectivités territoriales et dont le principal objectif consiste à favoriser le développement économique local et l'accès aux services sociaux de base; ii) le Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF), qui consiste à financer des investissements et des

prêts à court terme en faveur des agriculteurs familiaux; et iii) les programmes d'achats publics, parmi lesquels le Programme d'achat d'aliments et le Programme national d'alimentation scolaire. Ce dernier prévoit qu'au moins 30% des produits alimentaires achetés par les municipalités pour les cantines scolaires doivent provenir de la production familiale locale.

4. En dépit de ce contexte favorable, plusieurs obstacles handicapent la mise en œuvre de ces politiques et programmes, parmi lesquels les chevauchements et le manque de coordination entre les différents organismes publics et les difficultés que rencontrent les communautés rurales pour accéder aux programmes en raison du manque d'informations, de la fragilité des organisations de producteurs et de la qualité insuffisante des produits. Pour remédier à ces difficultés, le Ministère du développement agricole (MDA) a établi un certain nombre de priorités dans le triple souci de renforcer la coordination entre les politiques et les programmes publics, de renforcer les capacités des communautés rurales et des colonies issues de la réforme agricole afin que celles-ci puissent accéder à ces politiques et programmes, et d'améliorer la qualité de l'offre de produits que proposent les agriculteurs familiaux afin de pouvoir faire appel à eux.
5. Le PDHC est conforme aux objectifs stratégiques arrêtés dans le Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015; en effet, il contribue principalement à instaurer un contexte institutionnel et politique susceptible de favoriser la production agricole et les activités non agricoles connexes, à renforcer l'aptitude des populations rurales pauvres et de leurs organisations à influencer sur les politiques et sur les institutions qui ont une incidence sur leurs moyens de subsistance, et à développer leur accès à des services susceptibles de réduire la pauvreté, d'améliorer la nutrition, d'augmenter leurs revenus et de renforcer leur capacité de résistance. Il est également conforme à la priorité que le FIDA accorde à la reproduction à plus grande échelle des activités expérimentées dans le cadre des projets et au renforcement de son implication sur le plan des politiques. En outre, le PDHC s'inscrit dans le droit fil du programme d'options stratégiques (COSOP) axé sur les résultats arrêté pour le Brésil, qui recommande d'axer le partenariat avec le gouvernement fédéral sur la gestion des savoirs et la concertation sur les politiques publiques.
6. L'expérience du FIDA dans la région du Nordeste a servi de référence pour élaborer le présent projet. Les enseignements tirés de la première phase du Projet Dom Hélder Câmara (un partenariat entre le FIDA et le MDA qui a pris fin en 2010 et a permis d'obtenir d'excellents résultats dans six États du Nordeste) sont particulièrement intéressants. Les précédents projets mis en œuvre au niveau des États (dans les États de Bahia, Sergipe et Ceará) ont également contribué à préparer le terrain et permis de s'appuyer sur une expérience et des connaissances précieuses.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

7. Ce projet a pour objet de venir en aide aux populations dans la zone de projet principale, mais aussi au-delà. Par conséquent, la définition de la zone du projet et de la population cible distingue deux niveaux. Le premier niveau comprend la population cible vivant dans la zone de projet principale, où les activités menées dans le cadre du PDHC concerneront la coordination des politiques, l'accès de la population aux politiques publiques, l'amélioration de la production, l'accès aux marchés et le renforcement organisationnel. Le second niveau comprend les bénéficiaires de projets cofinancés par le FIDA à l'échelle des États, exécutés dans les États de Bahia, Ceará, Paraíba, Piauí et Sergipe, qui tireront profit des innovations et des expériences testées avec succès dans le cadre du Projet Dom Hélder Câmara, ainsi que la population rurale pauvre qui vit dans l'ensemble des zones rurales semi-arides du Nordeste, qui bénéficiera de l'amélioration des politiques publiques de développement rural.

8. La zone de projet principale couvre 129 municipalités situées dans neuf Territoires de la citoyenneté répartis dans sept États de la région semi-aride du Nordeste brésilien. Ces territoires, d'une superficie de 120 500 kilomètres carrés, comptent 2,3 millions d'habitants, dont 44,7% sont des ruraux. Environ 40,3% de cette population rurale vit dans l'extrême pauvreté, soit une proportion supérieure à la moyenne nationale. Dans la zone de projet principale, la population cible comprend l'ensemble de la population des communautés rurales, des colonies issues de la réforme agraire et des communautés traditionnelles, ce qui représente environ 297 000 familles rurales, c'est-à-dire 1 million de personnes environ.
9. Dans la zone du projet, 27 000 familles rurales (soit environ 95 000 personnes) tireront parti de l'assistance technique, des investissements dans la production et du renforcement organisationnel; 74 000 familles (soit environ 259 000 personnes) amélioreront leur capacité à accéder aux politiques et programmes publics, et environ 45 000 familles devraient effectivement y accéder; et 297 000 familles bénéficieront de l'amélioration de la coordination des politiques et programmes publics. En outre, au-delà de la zone du projet, environ 243 000 familles bénéficiaires des projets appuyés par le FIDA au niveau des États tireront indirectement profit des méthodes qui auront donné de bons résultats dans le cadre du Projet Dom Hélder Câmara, tandis que l'ensemble de la population pauvre du Nordeste semi-aride est susceptible de tirer profit d'une meilleure coordination des politiques et programmes publics et de la reproduction à plus grande échelle des innovations issues du projet.
10. **Le projet concorde avec la Politique du FIDA en matière de ciblage.** Une attention particulière sera accordée aux femmes et aux jeunes. En matière de stratégie pour la parité entre les sexes, le projet s'emploiera à renforcer la participation des femmes au sein de leur communauté et des organes de décision à l'échelon local, leur accès aux programmes publics, et leur rôle économique.

B. Objectif de développement du projet

11. L'objectif général du PDHC consiste à contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités (entre les sexes, les races, les groupes ethniques et les générations) dans le Nordeste semi-aride en améliorant la coordination des politiques publiques de développement rural dans le cadre d'une démarche territoriale, l'accès des populations rurales aux politiques et programmes publics, la reproduction à plus grande échelle des innovations et des expériences qui ont donné de bons résultats, et ces politiques à la lumière des enseignements tirés des expériences concrètes. Les objectifs spécifiques sont les suivants: i) contribuer à l'amélioration de la concertation sur les politiques, du processus de planification territoriale et de la coordination des politiques et programmes publics visant à réduire la pauvreté et les inégalités en milieu rural; ii) favoriser la diffusion et la généralisation des innovations mises au point dans le cadre du projet, notamment en ce qui concerne les méthodes, les modes de production et les techniques; iii) expérimenter des méthodes de travail novatrices permettant de venir en aide aux communautés rurales et aux agriculteurs familiaux, et des nouveaux modes de production et techniques innovantes; iv) renforcer la capacité des communautés rurales, des colonies issues de la réforme agraire et de leurs organisations à accéder aux politiques et programmes publics et à participer aux instances de décision et au processus de développement; v) favoriser la hausse des revenus familiaux en s'inscrivant dans une démarche agroécologique permettant d'améliorer les conditions de vie dans un environnement semi-aride; et vi) contribuer à la réduction des inégalités entre les sexes, les générations, les races et les groupes ethniques.

C. Composantes/résultats

12. **Composante 1: concertation et coordination des politiques publiques et reproduction des innovations à plus grande échelle.** Cette composante a pour objet d'améliorer les politiques et programmes publics visant à réduire la pauvreté et les inégalités. À cet effet, il faudra: i) renforcer la coordination de la mise en œuvre

des politiques et des programmes existants en menant des activités au sein de la zone du projet et au niveau du MDA; et ii) améliorer ou ajuster ces politiques et programmes grâce à la concertation et en appliquant les initiatives mises au point dans le cadre de la première et la seconde phase du projet qui s'avèrent efficaces et innovantes. Les principales activités seront les suivantes: i) formalisation des initiatives qui ont porté leurs fruits dans le cadre du projet, afin de les utiliser pour diffuser les résultats du projet et les analyser au sein des instances de concertation; ii) diffusion des innovations auprès d'une large palette d'institutions et d'organisations de la société civile; iii) visites sur le terrain et échanges d'expérience entre techniciens, spécialistes et agriculteurs familiaux; iv) participation aux instances de concertation et aux organes de coordination des politiques à différents niveaux (pays, États, territoires et municipalités) et contribution à leur renforcement; et v) soutien à l'adoption des initiatives par d'autres institutions au-delà des limites de la zone couverte par le projet, en donnant la priorité aux projets appuyés par le FIDA et mis en œuvre au niveau des États.

13. **Composante 2: développement des capacités organisationnelles.** Il s'agira de développer la capacité des communautés rurales et des organisations économiques à accéder plus largement aux politiques et programmes publics, de renforcer leur participation à la gestion des politiques territoriales et de renforcer leurs capacités d'organisation et de gestion. Une attention particulière sera portée au développement des capacités des femmes et des jeunes, et par conséquent à la réduction des inégalités. Les institutions de développement rural bénéficieront également d'activités de renforcement, qu'il s'agisse ou non de services de l'État. Les principales activités concerneront: i) la mobilisation sociale; ii) le renforcement de la capacité de la population rurale à accéder aux politiques et programmes publics, et l'amélioration de la participation sociale aux processus de développement territorial; iii) le renforcement des capacités en matière de gestion organisationnelle; iv) l'amélioration de l'égalité entre les sexes et le renforcement des organisations féminines et de la participation des femmes; v) la formation des jeunes; et vi) le renforcement des capacités des prestataires d'assistance technique.
14. **Composante 3: développement durable de la production et accès aux marchés.** Il s'agira essentiellement de favoriser une transformation durable de la production agricole afin de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer les sources de revenus. Les activités seront systématiquement axées sur l'expérimentation et la promotion d'innovations en matière de modes de production, de techniques et de méthodes d'assistance technique. Les activités extra-agricoles bénéficieront également d'un soutien, l'objectif étant de diversifier les sources de revenu des bénéficiaires. Les principaux outils utilisés dans le cadre de cette composante sont l'assistance technique et le financement d'investissements.
15. **Assistance technique.** Le projet permettra aux bénéficiaires d'avoir accès en permanence à une assistance technique axée sur: i) la production durable, l'objectif étant d'accroître la production et la productivité et de diversifier les activités d'agriculture et d'élevage, en prenant en considération la nécessité de préserver l'environnement; ii) la gestion durable de l'environnement et la régénération des ressources naturelles dégradées; et iii) l'accès aux marchés, qui suppose de fournir des unités de transformation de produits agricoles, d'assurer le respect de la réglementation en matière de sécurité sanitaire des aliments et d'environnement, d'améliorer la qualité de la production, le conditionnement et la valorisation des marques, de fournir des informations sur les marchés et de mettre en place des mécanismes de certification, etc. Cette composante ciblera les marchés institutionnels (programmes d'achats publics), les marchés locaux, en particulier les foires aussi bien conventionnelles qu'agroécologiques, et les marchés de niche sur lesquels la valeur des produits agroécologiques est appréciée.
16. **Financement des investissements.** Il s'agit de favoriser l'accès des bénéficiaires aux prêts consentis par des établissements financiers, en faisant principalement appel aux ressources du PRONAF. Des aides non remboursables seront accordées

pour financer des activités innovantes, et l'accès à d'autres sources de financement, y compris les programmes publics, sera facilité. L'assistance technique apportée aux bénéficiaires comprendra la préparation des propositions d'investissement portant sur la production et la transformation des produits agricoles, les activités extra-agricoles, l'accès aux marchés et les initiatives dans le domaine de l'environnement. Les aides non remboursables serviront à financer exclusivement des modes de production innovants et des initiatives de protection de l'environnement qui ne sont pas financées dans le cadre des programmes de crédit existants parce qu'elles comportent des risques plus élevés.

III. Exécution du projet

A. Approche

17. La démarche adoptée dans le cadre de ce projet repose sur l'expérience acquise à la faveur de la première phase et sur les priorités du gouvernement fédéral, et principalement du MDA. Par conséquent, le projet est conçu comme un instrument de promotion de la coordination et de la concertation au niveau des territoires visant à renforcer l'accès des populations rurales aux politiques publiques et à susciter des innovations qui contribuent à l'amélioration de ces politiques. À cet effet, deux séries d'interventions seront mises en place: la première concerne des interventions spécifiques s'adressant aux communautés rurales, aux colonies issues de la réforme agraire et aux organisations économiques de la population visée par le projet, sous forme d'assistance technique, de formations, de développement de la production et d'accès à des financements, entre autres. La seconde comprend des interventions axées sur les politiques publiques, notamment le renforcement des instances de concertation et de coordination sur les politiques publiques, le renforcement de la participation des populations rurales à ces instances, la diffusion des expériences novatrices réalisées dans le cadre des projets et la reproduction de ces innovations à plus grande échelle. La réduction des inégalités dont sont victimes les femmes, les jeunes et les communautés traditionnelles sur le plan des perspectives, des actifs et des revenus est un enjeu transversal. Par conséquent, on s'emploiera tout particulièrement à s'adresser à ces populations et à prévoir des activités destinées à renforcer les groupements de femmes et de jeunes, la participation des femmes à des groupements mixtes, et la capacité de ces populations à participer aux organes de décision en matière de politiques publiques.

B. Cadre organisationnel

18. **Principaux partenaires d'exécution.** Le MDA assurera la mise en œuvre du projet par l'entremise du Secrétariat au développement territorial (SDT), qui créera une unité de gestion du projet (UGP) chargée des aspects opérationnels de son exécution. Les services centraux de cette UGP seront implantés dans la ville de Recife (État de Pernambuco). Des unités de coordination territoriale rattachées à cette UGP seront mises en place dans chacun des neuf territoires inclus dans la zone du projet. L'UGP entretiendra des contacts très étroits avec les collectivités territoriales, les administrations des municipalités et des États, et un large éventail d'acteurs locaux, comme elle l'a déjà fait avec succès durant la première phase du projet. Un comité de direction du projet sera mis en place au sein du MDA afin de fournir des orientations stratégiques pour l'exécution du projet et de recueillir systématiquement des informations concernant les expériences menées dans le cadre du projet, afin de renforcer la coordination des politiques et de nourrir la concertation au niveau fédéral. Des hauts responsables du MDA siégeront à ce comité, parmi lesquels le Secrétaire chargé du développement territorial, le Secrétaire chargé de l'agriculture familiale et le Directeur de l'Institut national pour la colonisation et la réforme agraire (INCRA). Comme durant la première phase, un comité de gestion sera également créé, au sein duquel les administrations des États et les collectivités territoriales seront représentées. Ce comité sera l'instance de référence en matière de concertation et de coordination.

19. **Responsabilités en matière d'exécution.** L'UGP, qui sera chargée des aspects opérationnels de l'exécution, assurera la gestion des fonds du projet, le recrutement des prestataires d'assistance technique, le transfert des fonds accordés pour financer les investissements des organisations bénéficiaires, et le suivi des activités des partenaires, conformément à chaque plan de travail et budget annuel approuvé par le comité de direction du projet. L'UGP se concertera avec les délégations du MDA et les directions régionales de l'INCRA implantées dans les sept États où le projet sera mis en œuvre. Les comptes du projet seront vérifiés chaque année conformément aux règles établies par le Brésil et le FIDA en la matière.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

20. Le système de suivi-évaluation organisera le traitement des données permettant de rendre compte des activités, notamment en ce qui concerne les informations détaillées sur le déroulement de l'exécution matérielle et financière du projet. Ce système servira avant tout à établir les résultats et à mesurer l'impact obtenu au regard de la situation initiale (de référence). Il s'appuiera sur les systèmes déjà en place en évitant les doubles emplois. Les unités de coordination territoriale joueront un rôle essentiel, en particulier en ce qui concerne la collecte des données et pour assurer la participation des bénéficiaires du projet et des organisations participantes. Le système de suivi-évaluation deviendra le principal instrument de suivi des activités du projet. Dans cette optique, les deux instruments utilisés au cours de la première phase du Projet Dom Hélder Câmara, à savoir le système de suivi des contrats et le système des projets, activités et contrats, seront revus et adaptés de manière à étayer les décisions en produisant des informations et des analyses à l'intention des responsables du projet. Le système fournira les informations dont ont besoin l'UGP, le Système de gestion des résultats et de l'impact du FIDA (SYGRI), le MDA et les différentes parties prenantes, y compris les bénéficiaires. La révision du système actuel aura également pour objet d'ajouter des indicateurs quantitatifs et qualitatifs afin de produire des informations aussi bien descriptives qu'analytiques.
21. Dans le cadre du projet, des synergies seront établies avec une intervention du FIDA, le Programme de gestion des savoirs dans les zones semi-arides du Nordeste brésilien, en ce qui concerne la formalisation, la diffusion et la mutualisation des bonnes pratiques. D'autre part, l'expérience et les enseignements tirés du projet seront partagés avec d'autres projets mis en œuvre au niveau des États avec le concours du FIDA. Ces activités de gestion des savoirs contribueront à la reproduction à plus grande échelle, les activités et l'expérience du PDHC et d'autres projets servant de point de départ.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

22. Le SDT du MDA assurera la mise en œuvre et l'administration du projet par l'entremise de l'UGP. En ce qui concerne la gestion financière, cette tâche portera sur les aspects budgétaires, financiers et comptables, le fonctionnement du compte désigné et du compte opérationnel, les décaissements, la passation des marchés, la préparation des états financiers consolidés du projet, le contrôle interne et l'organisation de la vérification annuelle des comptes. Le SDT assumera également la responsabilité de la coordination globale du projet et, de concert avec le Sous-Secrétariat à la planification, au budget et à l'administration du MDA, fournira les moyens administratifs nécessaires à son exécution financière.
23. Le contrôle interne sera assuré grâce à la séparation des tâches, au rapprochement des comptes et à l'existence de plusieurs niveaux d'autorisation des dépenses.
24. Afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance, les mesures suivantes sont prévues: i) des audits indépendants seront effectués chaque année dans le respect des normes internationales d'audit et des directives du FIDA; ii) le FIDA assurera directement la supervision et l'appui à l'exécution; et

iii) des mécanismes transparents seront mis en place pour attribuer les ressources financières aux bénéficiaires et éviter qu'elles ne soient accaparées par les élites.

E. Supervision

25. Le FIDA supervisera directement le projet, conformément à la Politique du FIDA en matière de supervision et d'appui à l'exécution. La supervision du projet consistera à suivre son déroulement, à mener une concertation opérationnelle et stratégique entre le SDT du MDA et le FIDA sur les questions soulevées dans le cadre du projet, et à veiller au respect des accords de prêt et des règles de passation des marchés et d'emploi des fonds. L'appui à l'exécution consistera principalement à apporter une aide concernant des questions spécifiques qu'il convient de régler afin de mieux réussir à obtenir les résultats souhaités.
26. Pour s'acquitter de la supervision du projet, les services du FIDA prendront en considération les difficultés découlant de l'ampleur de la zone géographique. La zone du projet comprend sept États du Nordeste situés dans des régions non contiguës, dont certaines sont loin de tout et difficiles d'accès.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

27. Au total, les coûts du projet sont estimés à 125,3 millions d'USD sur une période de six ans. Ils se répartissent comme suit entre les différentes composantes: composante 1: concertation et coordination des politiques publiques et reproduction des innovations à plus grande échelle, pour un coût estimé à 13 millions d'USD (10,4% du total); composante 2: développement des capacités organisationnelles, pour un coût de 13,7 millions d'USD (11,0%); et composante 3: développement durable de la production et accès aux marchés, pour un montant de 88,3 millions d'USD (70,5%). En outre, une partie des ressources du projet servira à financer la gestion du projet à hauteur de 7,2 millions d'USD (5,7% du coût total), et les activités de planification et de suivi-évaluation à hauteur de 3 millions d'USD (2,4%).

B. Financement du projet

28. Le projet sera financé par le FIDA, le Gouvernement fédéral brésilien et les bénéficiaires. Le FIDA apportera 18 millions d'USD (14,4% du coût total), sous la forme d'un prêt d'un montant de 2 000 000 DTS (équivalant approximativement à 3 millions d'USD) au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA, et d'un prêt du Fonds fiduciaire espagnol d'un montant de 11 360 000 EUR (équivalant approximativement à 15 millions d'USD). Le Gouvernement fédéral brésilien apportera 82,1 millions d'USD (65,5% du coût total), dont 42,0 millions d'USD sous forme de fonds de contrepartie accordés au projet par le SDT du MDA et 40,1 millions d'USD correspondant aux coûts de l'assistance technique aux bénéficiaires, qui seront pris en charge directement par l'INCRA et le Secrétariat à l'agriculture familiale (SAF) du MDA. La contribution des bénéficiaires est estimée à 25,2 millions d'USD (20,1% du coût total du projet), essentiellement sous forme d'emprunts auprès du PRONAF destinés à participer au financement des investissements. Le SAF, l'INCRA et les bénéficiaires procéderont au financement à mesure du déroulement des activités financées par le FIDA et le SDT du MDA.
29. Le FIDA ne prendra pas en charge les impôts et taxes, qui seront intégralement réglés par le Gouvernement fédéral brésilien.
30. Le tableau indique la répartition des coûts du projet par catégorie de dépenses et par source de financement.

Tableau
Répartition des coûts du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en dollars des États-Unis)

Catégories de dépenses	Gouvernement: MDA/SDT		Gouvernement: SAF et INCRA		Total gouvernement		FIDA		Bénéficiaires		Total	
	USD	%	USD	%	USD	%	USD	%	USD	%	USD	%
1. Biens, services , Équipement et matériel	1 346 012	70,0			1 346 012	70,0	576 862	30,0			1 922 874	1,5
2. Ateliers, réunions et formations	13 203 096	70,0			13 203 096	70,0	5 658 470	30,0			18 861 566	15,1
3. Dons et subventions à l'appui des investissements dans la production	2 583 000	9,0			2 583 000	9,0	1 107 000	3,8	25 168 325	87,2	28 858 325	23,0
4. Assistance technique et études	11 999 015	21,0	40 100 000	70,0	52 099 015	91,0	5 142 435	9,0			57 241 450	45,7
5. Dépenses de fonctionnement	12 868 877	70,0			12 868 877	70,0	5 515 233	30,0			18 384 111	14,7
Total	42 000 000	33,5	40 100 000	32,0	82 100 000	65,5	18 000 000	14,4	25 168 325	20,1	125 268 325	100,0

C. Résumé des avantages et analyse économique

31. **Principales catégories d'avantages découlant du projet.** Dans la zone du projet, 27 000 familles rurales tireront parti de l'assistance technique, des investissements dans la production et du renforcement organisationnel; 74 000 familles amélioreront leur capacité à accéder aux politiques et programmes publics, et environ 45 000 familles devraient y accéder effectivement; et 297 000 familles bénéficieront de l'amélioration de la coordination des politiques et programmes publics. En outre, au-delà de la zone du projet, environ 243 000 familles bénéficiaires des projets appuyés par le FIDA au niveau des États tireront indirectement profit des méthodes qui auront donné de bons résultats dans le cadre du Projet Dom Hélder Câmara, tandis que l'ensemble de la population pauvre du Nordeste semi-aride est susceptible de tirer profit d'une meilleure coordination des politiques et programmes publics et de la reproduction à plus grande échelle des innovations issues du projet.
32. Le projet contribuera à améliorer la coordination et la mise en œuvre des politiques et programmes publics élaborés à l'intention des agriculteurs familiaux, ce qui devrait entraîner un impact au-delà de la zone du projet. Les activités relevant du projet qui visent à faciliter l'accès des agriculteurs familiaux les plus pauvres et les plus isolés aux politiques et programmes publics leur permettront de tirer profit de ces mesures et contribueront à lutter contre la pauvreté et à rendre les politiques publiques plus performantes.
33. D'ici à la fin de sa mise en œuvre, le projet devrait se traduire dans la zone du projet par une réduction de la pauvreté extrême de 30% au sein de la population rurale (le taux passant de 40% à 28%), et de 70% parmi les bénéficiaires des investissements dans la production. Il entraînera également une augmentation de 35% des actifs des familles bénéficiant d'une assistance technique et d'investissements dans la production au titre du projet.
34. **Viabilité économique et financière.** Onze modèles représentant des activités agricoles et extra-agricoles ont été élaborés, trois d'entre eux se limitant à l'assistance technique tandis que les huit autres associaient investissements en faveur de la production et assistance technique. Il ressort de l'évaluation globale du projet que, compte tenu de l'ensemble des coûts du projet et des flux de trésorerie générés par les 11 modèles sur une période de production de 20 ans, le taux de rendement économique est de 17%.

D. Durabilité

35. Les effets économiques et sociaux du projet sur l'agriculture familiale ont de bonnes chances de s'avérer durables, car la transformation de la production reposera sur la promotion de systèmes de production adaptés aux conditions semi-arides et aux caractéristiques des agriculteurs familiaux. Les techniques dont l'utilisation sera encouragée, comme la conservation du fourrage et l'utilisation d'intrants biologiques, sont peu coûteuses et tirent parti des ressources disponibles sur place et de la main-d'œuvre familiale. Les effets obtenus sur le plan organisationnel ont également de bonnes chances de s'avérer durables, car le projet comprendra un ensemble d'activités destinées à renforcer les capacités des organisations et de leurs responsables. Sur le plan politique et institutionnel, la pérennité devrait également être assurée, car le projet permettra de renforcer les organes de décision et la participation des organisations communautaires et des organisations de la société civile.

E. Identification et atténuation des risques

36. **Principaux risques et mesures d'atténuation.** Les risques sont jugés faibles. Les principaux aspects qu'il convient de prendre en considération sont: i) les risques climatiques, qui ne sont pas négligeables dans la zone du projet, étant donné que le régime normal de précipitations se caractérise par plusieurs mois sans pluie. Pour

atténuer ce risque, une démarche qui consiste à "vivre avec" l'environnement semi-aride a été adoptée, et le développement de l'accès à l'eau à usage agricole et pour la consommation humaine fera l'objet d'une attention particulière; ii) les risques sur le plan de la politique et des politiques – la réussite du projet suppose la poursuite de la politique de développement et de la politique territoriale, et de la priorité accordée par le Gouvernement fédéral (principalement le MDA) au renforcement de la coordination des politiques publiques et au fonctionnement des instances de concertation sur les politiques, avec la participation de la société civile; iii) les risques pesant sur la coordination au niveau fédéral – si l'INCRA et le SAF tardaient à conclure les contrats d'assistance technique, la mise en œuvre du projet pourrait subir des retards; pour atténuer ce risque, les services du FIDA entretiendront un dialogue permanent avec l'INCRA et le SAF, de manière à ce que leur adhésion au projet reste intacte; et iv) risques pesant sur la coordination au niveau local – l'aptitude à coordonner les actions entre collectivités territoriales et avec les autres projets cofinancés par le FIDA dépendra en partie des capacités du projet. Pour atténuer ces risques, le FIDA appuiera et suivra de près les activités relevant du projet ayant trait aux collectivités territoriales, et il encouragera vivement la coordination entre le PDHC et les autres projets.

37. **Classification environnementale.** Le projet fait toute leur place aux préoccupations environnementales, qui seront prises en considération dans toutes les composantes, et plus particulièrement dans la composante 3 (développement durable de la production et accès aux marchés). Le projet contribuera à l'émergence de nouvelles références et de bonnes pratiques en matière de systèmes de production durables, qui auront leur utilité dans le cadre des projets mis en œuvre au niveau des États avec le concours du FIDA et contribueront à améliorer les mesures d'appui à l'agriculture familiale dans les zones semi-arides. Les services du FIDA considèrent que ce projet, classé en catégorie B, présente un risque pour l'environnement peu élevé.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

38. Les objectifs du projet et la démarche adoptée concordent avec les politiques du FIDA et son Cadre stratégique 2011-2015. Le projet est conforme au COSOP axé sur les résultats en vigueur (qui porte sur la période 2008-2013 et a été révisé en 2011), étant donné qu'il se caractérise essentiellement par les éléments suivants: i) des interventions axées sur les terres semi-arides; ii) un groupe cible composé d'agriculteurs familiaux et de producteurs et travailleurs du secteur extra-agricole pauvres, une attention particulière étant portée aux femmes et aux jeunes; iii) le développement des perspectives d'emploi et de revenus agricoles et extra-agricoles; iv) la gestion des savoirs; et v) la concertation sur les politiques publiques.

B. Alignement et harmonisation

39. Le projet concorde avec les politiques adoptées par le Brésil en matière de développement rural et de lutte contre la pauvreté. Au niveau national, il accompagne le "Plan Brésil sans misère" (Plano Brasil sem Miséria), qui constitue le principal instrument de réduction de la pauvreté, de promotion de la production et d'intégration sociale. Dans ce cadre, les politiques d'intégration de la production et d'intégration sociale sont particulièrement pertinentes pour le projet, en particulier la Politique de développement territorial, le PRONAF et les programmes d'achats publics comme le Programme d'achat d'aliments et le Programme national d'alimentation scolaire.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

40. La contribution à la reproduction à plus grande échelle et à l'élaboration des politiques occupe une place centrale dans ce projet. C'est dans cette optique que des innovations seront expérimentées et que le projet suscitera des discussions

concrètes s'appuyant sur des expériences novatrices susceptibles de nourrir la concertation sur les politiques publiques en contribuant à les améliorer et d'être diffusées et reproduites à plus grande échelle. Les innovations réalisées dans le cadre du projet seront débattues au sein des instances de concertation afin de favoriser leur reproduction à plus grande échelle. Ces échanges et la diffusion d'informations s'appuieront sur une formalisation ayant pour objet d'analyser les facteurs qui ont joué un rôle décisif dans les résultats obtenus, afin de déterminer les conditions à réunir et les obstacles à surmonter pour les reproduire à plus grande échelle et les voir appliquer par d'autres entités de développement rural ou dans le cadre des politiques publiques. Ce travail sera effectué soit dans le cadre du projet lui-même, soit en partenariat avec des entités spécialisées (les universités par exemple). À partir de ce travail de formalisation, les expériences novatrices seront diffusées et reproduites à plus grande échelle, et elles nourriront la concertation sur les politiques publiques. L'action menée dans le cadre du projet sera également coordonnée avec le programme de gestion des savoirs dans les zones semi-arides du Nordeste brésilien, financé par un don du FIDA.

41. L'innovation constituera un outil de premier plan pour lever les obstacles à la réduction de la pauvreté rurale. Les innovations porteront sur les aspects intéressant les institutions, la production et les techniques. Dans un premier temps, le projet misera sur les innovations obtenues dans le cadre de sa première phase, afin de poursuivre l'expérimentation d'autres innovations à mesure du déroulement de l'exécution. Les innovations marquantes résultant de la première phase du projet ont notamment trait aux aspects suivants: i) méthodes d'assistance technique, notamment pour les actions s'adressant aux agriculteurs familiaux, aux colonies issues de la réforme agraire, aux femmes et aux communautés traditionnelles; ii) renforcement des capacités, consolidation et participation des organisations regroupant les bénéficiaires; iii) nouvelles techniques et nouveaux modes de production; et iv) stratégies relatives à l'accès aux marchés.

D. Participation à l'élaboration des politiques

42. Les politiques publiques sont au cœur de ce projet, étant donné que la composante 1 est axée sur le renforcement des politiques et programmes publics visant les communautés rurales et les colonies issues de la réforme agraire. Le projet contribuera à l'amélioration des politiques et des programmes publics moyennant: i) le renforcement de la coordination de la mise en œuvre des politiques et des programmes publics existants; et ii) l'enrichissement de la concertation visant à améliorer ou ajuster les politiques et programmes publics, à partir de l'expérience engrangée à la faveur de la première et de la seconde phase du projet.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

43. Un accord de financement entre la République fédérative du Brésil et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
44. La République fédérative du Brésil est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
45. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

46. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République fédérative du Brésil un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à deux millions de droits de tirage spéciaux (2 000 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République fédérative du Brésil, sur les ressources du Fonds fiduciaire espagnol, un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à onze millions trois cent soixante mille euros (11 360 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "*Policy Coordination and Dialogue for Reducing Poverty and Inequalities in SEMIARID Northeast Brazil – Dom Helder Câmara Project (Articulação e Diálogo sobre Políticas para Reduzir a Pobreza e Desigualdade no Nordeste Semiárido – Projeto Dom Helder Câmara)*"

(Negotiations concluded on 4 December 2013)

IFAD Loan Number: _____

Trust Loan Number: _____

Project Title: Policy Coordination and Dialogue for Reducing Poverty and Inequalities in Semiarid Northeast Brazil – Dom Helder Câmara Project
Articulação e Diálogo sobre Políticas para Reduzir a Pobreza e Desigualdade no Nordeste Semiárido – Projeto Dom Helder Câmara (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Federative Republic of Brazil

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS the Executive Board of the International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD"), at its 100th Session, approved the establishment of a Spanish Food Security Co-Financing Facility Trust Fund ("the Trust") and further approved that the Trust, acting through IFAD in its capacity as the Trustee of the Trust, enters into a borrowing agreement with the Kingdom of Spain (Spain);

WHEREAS the Trust is an ancillary activity of the Fund as approved by the Executive Board within the framework of Article 7 Section 3 of the Agreement Establishing IFAD; and

WHEREAS Spain and IFAD, in its capacity as the Trustee of the Trust, have signed the Borrowing Agreement on 28 December 2010.

NOW THEREFORE, the parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009 (the "General Conditions").

2. The General Conditions as amended on 17 September 2010, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement, the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a financing to the Borrower (the "Financing"), which consists of a Loan from IFAD in SDR and a Loan from the Trust in EURO, which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions set forth in this Agreement.

Section B

1. The amount of the Financing is composed of:
 - a. A loan in Special Drawing Rights (SDR) of two million SDR (SDR 2 000 000).
 - b. A loan in Euro of eleven million three hundred and sixty thousand Euros (EURO 11 360 000).
2. The overall Financing (of both loans), in EURO and SDR, is granted on ordinary terms, and shall have a maturity period of eighteen (18) years, including a grace period of three (3) years starting from the date that the Fund has determined that general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled (Section E paragraph 2 below). The Borrower shall repay the principal amount of the Financing in 30 (thirty) equal semi-annual consecutive instalments; the final instalment amount may vary due to rounding.
3.
 - A. The Loan Service Payment Currency for the Loan in SDR shall be USD.
 - B. The Loan Service Payment Currency for the Loan in EURO shall be the EURO.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be January 1st.
5.
 - A. The SDR Loan shall be subject to interest on the principal amount of the Loan outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate in SDR.
 - B. The EURO Loan shall be subject to interest on the principal amount of the Loan outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate in EURO.
6. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 May and 15 November.
7. There shall be a Project Account in local currency managed by the Borrower for the benefit of the Project, where Financing proceeds and counterpart resources shall be allocated, in a Bank acceptable to the Fund.
8. There shall be a Designated account opened by and held in the name of the Borrower
9. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of forty two million United States Dollars (USD 42 000 000), which shall include the payment of taxes.

Section C

1. The Lead Project Agency of the Project shall be the Ministry of Agrarian Development (Ministério do Desenvolvimento Agrário -MDA) of the Borrower.

2. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date will be established as specified in the General Conditions.

Section D

The Financing will be administered and the Project will be supervised by the Fund.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for the suspension of the right of the Borrower to request withdrawals from the Financing: The Project Implementation Manual (PIM), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation.

2. The following is designated as additional (general) condition precedent to withdrawal: the IFAD no objection to the final version of the PIM shall have been obtained.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Trustee of the Spanish Food Security
co-Financing Facility Trust Fund
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Borrower:

The Minister of Agrarian Development
Esplanada dos Ministérios
Bloco A 8o.andar
Brasília – DF 70054-900

With copies to:

SEAIN – Secretaria de Assuntos Internacionais
Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão
Esplanada dos Ministérios – Bloco K – 5º andar
Brasília – DF 70040-906

Facsimile number: (5561) 2020-5006

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund, three (3) for the Borrower.

THE FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL

Authorized Representative

DATE: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President
International Fund for Agricultural Development
Trustee of the Spanish Food Security co-Financing
Facility Trust Fund

DATE: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

The Project will be implemented in accordance with this agreement, the PIM and the Project Design Report (Relatorio de Desenho do Projeto) as agreed between IFAD and the Borrower.

1. *Target Population.* The project target population will comprise family farmers and agrarian reform settlers, with particular attention to women and young people. This target population is defined at two levels. The first level includes the target population within approximately 129 municipalities included in the project area, where the project will have a direct and intensive intervention. The second level includes beneficiaries of State-level projects supported by other IFAD supported Projects in the states of Bahia, Ceará, Paraíba, Piauí and Sergipe, who will benefit from innovations and successful experiences of the Dom Helder Project, and the poor rural population in the whole rural semi-arid Northeast who would benefit from public policies expected to be enhanced as a result of policy dialogue boosted by the Project.

2. *Goal.* The Project goal is to contribute to the reduction of rural poverty and inequalities (gender, generation, race and ethnicity) in the Northeast's semiarid by improving the coordination of sustainable rural development policies with a territorial approach, the access of the rural population to public policies, and the design of public policies through the scaling-up of innovations.

3. *Project Area.* The project area will include approximately 129 municipalities in nine Territories of Citizenship in seven States of Brazil's Northeast region: Alto Sertão Alagoano in the State of Alagoas; Sertão do Apodi in the State of Rio Grande do Norte; Inhamuns Crateús and Sertão Central in the State of Ceará; Cariri Ocidental in the State of Paraíba; Sertão do Pajeú and Sertão do Araripe in the State of Pernambuco; Serra da Capivara in the State of Piauí, and Alto Sertão Sergipano in the State of Sergipe. Additionally, thanks to the dissemination of successful experiences developed by the project and to the results of policy dialogue promoted by its component 1, the project activities will have indirect impact on the coverage area of State-level projects supported by other IFAD Projects and in the entire semi-arid Northeast.

4. *Objectives.* The specific objectives of the Project are:

- a) To contribute to improve policy dialogue, the territorial planning process, and the coordination of public policies and programmes for reducing rural poverty and inequalities;
- b) To promote the dissemination and scaling-up of methodologies, production alternatives, technologies, and other innovations developed by the project.
- c) To experiment with innovative work methodologies to support rural communities and family farmers, and with new production alternatives and innovative technologies appropriate to the characteristics and conditions of the semiarid region, based on the principles of agroecology and "*convivência com o semiárido*", in order to generate references that help improve public policies.
- d) To strengthen the capacities of rural communities, agrarian reform settlements, and their organizations to access public policies and programmes, to participate in the decision-making entities and the development process at the local level, and to manage in a sustainable

manner their production systems in their different dimensions (social, economic, environmental, and institutional).

- e) To promote generation and increase in family income, based on an agroecological approach that improves living conditions in the semiarid context in a sustainable way and generates opportunities to access markets in favorable conditions.
- f) To contribute towards the reduction of gender, generation, race and ethnicity inequalities.

5. *Components.* The Project will have three Components as follows: Policy dialogue, coordination of public policies and scaling-up of innovations (Component 1); Development of organizational capacities (Component 2); and Sustainable production development and access to markets (Component 3).

5.1. *Component 1: Policy dialogue, coordination of public policies and scaling-up of innovations.*

This Component aims at improving public policies and programmes to reduce poverty and inequalities in the Northeast region. This will be done in two ways: (a) by strengthening coordination of implementation of existing public policies and programmes through activities both in the territories that are part of the project area and at the level of the Ministry of Agrarian Development (*Ministério do Desenvolvimento Agrário* -MDA); and (b) by contributing to improve and/or adjust those policies and programmes through policy dialogue and by the application of innovative and successful experiences developed by the first and second phase of the project. This will include mainly the following activities: (i) systematization of project experiences evaluated as successful to make them available so they can be used for the dissemination and discussion of the project results in policy dialogue platforms; (ii) dissemination of innovations in a broad range of institutions and civil society organizations; (iii) institutional exchanges and field visits by technicians, experts and family farmers interested in the innovative project experiences to replicate them; (iv) participation in policy dialogue and in policy coordination bodies at different levels (national, state, territorial, municipal) and contributing to their strengthening; and (v) support the adoption of innovate experiences by other institutions in areas beyond the project area, prioritizing the building of partnership with other IFAD supported State-level projects.

5.2. *Component 2: Development of organizational capacities.*

This component will develop the capacities of rural communities and economic organizations to expand their access to public policies and programmes, reinforce their participation in the management of territorial policies, and strengthen their organizational and managerial capacities. It will pay special attention to developing the capacities of women and youth and thus reduce inequalities of gender and generation. It will also reinforce government and non-government rural development institutions. Its activities will include: (1) social mobilization; (2) strengthening capacities of the rural population and local development institutions to access to public policies and to strengthen social participation in territorial development; (3) strengthening organizational management capacities; (4) strengthening gender equality, women organization and participation; (5) youth training; and (6) increasing capacities of technical assistance providers and mobilizers.

5.3. *Component 3: Sustainable productive development and market access*

5.3.1. This component will be focused on promoting sustainable transformation of agricultural production, in order to improve food security and income generation. The component will be systematically oriented towards testing and promoting innovations in

productive alternatives, technologies and methodologies of technical assistance aiming at generating an “agenda of innovations”. The project will also support off farm activities aimed at diversifying the income sources of beneficiaries.

5.3.2. The main tools of this component will be:

- (a) Technical Assistance (TA). The component will enable the access of beneficiaries to continuous technical assistance services under two modalities: (i) contracting of technical assistance providers by the project; and (ii) contracting of technical assistance providers by the Secretariat of Family Farming (*Secretaria de Agricultura Familiar - SAF*) and the National Institute of Colonization and Land Reform (*Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária - INCRA*) selected through public calls. TA will focus on: (i) sustainable production to increase production, productivity and diversification of agricultural and livestock activities, taking into account environmental sustainability as major concern; (ii) environmental sustainable management and recovery under a watershed management approach; and (iii) access to market by building agro-processing units; ensuring compliance with food safety and environmental regulations; improving production quality, presentation, packaging and branding; market information; strengthening producers’ organizations for marketing; certification processes, etc. Key markets will be targeted such as institutional markets (public purchases programmes); local markets, in particular conventional and agro-ecological fairs; and niche markets that recognize high value to agro-ecological products.
- (b) Financing of investments. The project will support access of beneficiaries to credit from financial institutions, mainly by the preparation by beneficiaries, with the support of the technical assistance services provided by the project, of investment proposals to be presented to financial institutions to request credit, in particular from *Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar - PRONAF*, and (ii) by the preparation of investment proposals that will be financed by non-reimbursable funds from the project through the Innovation Support Resources and will support access to other sources of financing including on-going public programmes. In all the cases the Project will provide TA services to the beneficiaries for the preparation of investment proposals for agricultural production, agro-processing, non-agricultural activities, market access and environmental initiatives. The non-reimbursable resources from the Project will finance only innovative productive alternatives and environmental conservation initiatives that, being more risky, are not financed by existing credit programmes, so these resources will not replace credit. The access to these non-reimbursable funds will be subject to the preparation and assessment of a project proposal, a process that will serve as a learning tool for the preparation of proposals to request credit from PRONAF or other sources. The Project Implementation Manual-PIM, to be prepared by Secretariat of Territorial Development (*Secretaria de Desenvolvimento Territorial - SDT*) and submitted to IFAD for non-objection, will detail precisely the conditions to access the non-reimbursable funds, including among others the type of projects and of investment items that can be financed.

II. Implementation Arrangements

1. *The Lead Project Agency.* The Lead Project Agency will be the MDA, which will implement the Project through its SDT, which will create a Project Management Unit (PMU) for its operational implementation.

2. *The Secretariat of Territorial Development (Secretaria do Desenvolvimento Territorial - SDT)*. The SDT will be responsible for coordinating Project implementation, for ensuring the availability of budget resources according to the Annual Work Plans and Budgets (AWPB) and their transfer to the PMU for the implementation of planned activities, and for making institutional coordination with MDA's Executive Committee, other units of the MDA (SAF, INCRA) and other partners. The Department of Support to Productive Inclusion in the Territories (*Departamento de Apoio à Inclusão Produtiva nos Territórios - DIP*) at SDT will supervise project implementation and will provide inputs to the Secretariat about its evolution and for the Project Executive Committee meetings.

3. *The Project Management Unit (PMU)*.

3.1. *The PMU* will be in charge of the Project operational implementation. PMU's headquarters will be located in the city of Recife (State of Pernambuco). As part of the PMU, Territorial Coordination Units will be established in each of the nine territories that will be part of the project area.

3.2. *PMU headquarters*. The PMU will be responsible for the day-to-day project management, including the administration of project funds, the management of the PMU's staff, the guidance and supervision to the Territorial Coordination Units, the contracting of technical assistance providers, the transfer of funds approved for investments of beneficiary organizations, and the monitoring of partners' activities, guidance and supervision to the annual planning process in the rural territories; drafting of the project AWPB; articulating with government agencies and social movements; directing and supervising the work of the Territorial Coordination Units (*Unidades de Articulação Territorial*), preparing activities reports, and submitting progress reports to the MDA .

3.3. *Territorial Coordination Units*. will be responsible for the following tasks in their respective territory: mobilizing rural communities and agrarian reform settlements for their participation in project activities and in policy coordination platforms (Territorial Collegiates, Project Territorial Committees); supporting and supervising the preparation of Pluri-annual Development Plans and AWPB in rural communities and agrarian reform settlements; organizing and coordinating the Project Territorial Committees; participating and supporting the good functioning of Territorial Collegiates; articulating efforts with government agencies and organizations of civil society in each territory; coordinating and monitoring activities and services contracted by the project; and reporting continuously to the PMU headquarters about the project progress.

3.4. The PMU will be comprised of personnel selected through a competitive process according to national norms. In all cases, they will have the appropriate professional qualifications, experience and profile. The PMU will comprise a Project Director; a Coordinator of Planning, Monitoring and Evaluation; an Administrative Manager, a Financial manager; three component coordinators (one for each component); nine coordinators of the Territorial Coordination Units (one for each territory); and technical and administrative personnel working in the project management, in the different components and as part of the Territorial Coordination Units. In order to take advantage of their experience, qualified personnel who have worked in the PMU of the IFAD supported Projeto de Desenvolvimento Sustentável para os Assentamentos da Reforma Agrária no Semiárido do Nordeste (Dom Helder Câmara) financed through loan agreement 494- BR signed in 2000, will be preserved as far as possible. The Project Director and any replacement will need prior IFAD no objection.

4. *Executive Committee*. At national level, it will be established an Executive Committee of the project within the MDA comprised of representatives of different units of the Ministry. Its main responsibilities will be to provide strategic guidance for project implementation, systematically collect the project experience to be utilized to boost policy coordination and to feed policy dialogue, promote complementarities and synergies

between the project and other MDA programmes and initiatives, and provide guidance and inputs for the preparation of the AWPB.

5. *Management Committee.* Under the Project governance structure, the project will also have a Management Committee on consultative basis with participation of the Federal Government, the governments of the States in the project area, beneficiaries and institutions from civil society. This committee will discuss about the progress in project implementation, will promote coordination and policy dialogue among different stakeholders, and will provide inputs to the Annual Progress Reports, the AWPB, and the agenda of innovations of the project.

6. *Territorial Committees.* In each territory it will be set up a Territorial Committee with representatives of beneficiary communities and agrarian reform settlements, agencies of Federal, State and Municipal governments, and partner entities working with the project, in order to discuss and approve AWPB for the project in the territory, and assess the progress of implementation. These Territorial Committees will be part of the existing Territorial Collegiates, thus incorporating them within the same structure and operational logic.

7. *Territorial Collegiates.* The existing Territorial Collegiates, which are integrated by representatives of institutions from the three governmental spheres (municipal, state and federal) and civil society, will discuss the coherence between the workplan of the project and the rural development strategy of the territory, will promote complementarities between the project and the activities carried out by these collegiate, and will serve as platforms to promote policy dialogue and to disseminate project innovations.

8. *Strategic Partners in Implementation.* The project will articulate partnerships in three different levels:

8.1. Coordination of activities with units of the MDA, in particular the INCRA, the SAF, and the Directorate of Policies for Rural Women (*Diretoria de Políticas para as Mulheres Rurais* – DPMR). Coordination with INCRA will involve activities in agrarian reform settlements, with SAF will include mainly the contracting of Technical Assistance and Rural Extension (Assistência Técnica e Extensão Rural - ATER) services, and with DPMR will comprise public calls to contract technical assistance for women groups in the project area.

8.2. Implementation partnerships will include the contracting by the project of non-governmental organizations, service cooperatives, and government agencies to provide specialized services, such as technical assistance and rural extension services, training, and support for communities mobilization.

8.3. Institutional partnerships will involve coordination with specialized institutions to carry out activities that are key for achieving the project results.

9. *Project Implementation Manual.* The PIM will be prepared by the SDT and submitted to IFAD for its no objection. The PIM shall provide, among other things: (i) eligibility criteria and mechanisms for selecting communities, economic organizations and beneficiaries; (ii) guidelines and procedures for the formulation, assessment and approval of productive proposals and investments; (iii) monitoring and accounting of funds transferred to organizations for productive investments; (iv) guidance for implementation of the project components; (v) management and procurement procedures, among others.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Financing Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Financing and the allocation of the amounts of the Financing to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Denominated in SDRs	Loan Amount Denominated in EURs	Percentage of Expenditures to be Financed
I. Goods, services, equipment and materials	60 000	335 000	30%
II. Workshops, meetings and training	570 000	3 210 000	30%
III. Grants and subsidies for productive investment	110 000	630 000	30%
IV. Studies and technical assistance	510 000	2 920 000	30%
V. Operating costs	550 000	3 130 000	30%
Unallocated	200 000	1 135 000	
Total	2 000 000	11 360 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- I. *Goods, services, equipment and materials* include services for preparation, production and divulgation of the Project activities and products, vehicles, informatics equipment and furniture for use of the PMU, including its Territorial Coordination Unit
- II. *Workshops, meetings and training* include participation in policy coordination and dialogue committees and platforms; training to community and economic organizations leaders including women and young people; field visits and exchange; training to technical assistance providers; training to technicians in planning, monitoring and evaluation.
- III. *Grants and subsidies for productive investment* include financing of productive and environmental projects through the Innovative Support Resources facility.
- IV. *Studies and technical assistance* include technical assistance services to be provided to the beneficiaries, baseline study, monitoring and evaluation, studies and project audit.

Operating costs are those for the PMU functioning, including its Territorial Coordination Units.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators	Means of Verifications	Assumptions/Risk
GOAL To contribute to the reduction of rural poverty and inequalities in North-east's semiarid	At the end of the project: <ul style="list-style-type: none"> • 30% reduction in extreme poverty (from 40% to 28%) by the end of the Project in the project area (MDG); • 70% reduction of extreme poverty among beneficiaries of productive investment; • 35% increase in assets of beneficiary families of TA and productive investments (RIMS 3rd level) 	<ul style="list-style-type: none"> • Official statistics • Baseline study • M&E / RIMS reports • Final evaluation 	<ul style="list-style-type: none"> • Continuation of public policies and programmes for rural poverty reduction
DEVELOPMENT OBJECTIVE To contribute to the reduction of rural poverty and inequalities in North-east's semiarid by improving the coordination of sustainable rural development policies, the access of the population to public policies, and the design of public policies through the scaling-up of innovations	At the end of the project: <ul style="list-style-type: none"> • 27,000 families benefiting from TA and productive investment increase their production on average 25% • 74,000 families are better informed on public policies and programmes; out of them 45,000 are able to access them • 50% of project beneficiaries are women • 243,000 families IFAD state-level projects indirectly benefit from innovative methodologies/experiences developed by the project • 297,000 families (1,039,500 persons) in the project area indirectly benefit from better coordination of public policies; • Approximately one million rural families indirectly benefit from enhanced public programmes and policies 		
Component 1 – Policy dialogue, coordination of public policies and scaling-up of innovations			
OUTCOME 1: Public policies for reducing rural poverty and inequalities improved	At the end of the project: <ul style="list-style-type: none"> • Rural development policies improved thanks to feedback provided by project experience and adoption of innovative methodologies • Public policy coordination improved at federal level and in nine Territories of Citizenship of seven North-east states 	<ul style="list-style-type: none"> • Official statistics • Baseline, M&E /RIMS reports, final evaluation • Statutory information and reports of Territorial Collegiats • Qualitative and quantitative studies, including 	<ul style="list-style-type: none"> • Continuation of public policies for poverty reduction • Conducive environment for coordination of public policies and programmes within MDA and in Territorial Collegiats
Output 1.1: Spaces of public policy coordination functioning and effectiveness strengthened	<ul style="list-style-type: none"> • Enhanced participation of civil society in Territorial Collegiats • Increased value and number of investment projects generated at the Territorial Collegiats 		
Output 1.2: Innovated methodologies and production alternatives scaled-up	<ul style="list-style-type: none"> • 30% increase of women and traditional communities representatives participating in Territorial Collegiats • 24 successful experiences and good practices systematized 		

Results Hierarchy	Indicators	Means of Verifications	Assumptions/Risk
Output 1.3: Local technical capacities for policy dialogue and coordination improved	<ul style="list-style-type: none"> • 6 innovative methodologies adopted by public agencies and at least 1 adopted by each IFAD co-funded project at state level • 250 TA providers with improved capacities, of which 50% women 	gender-specific <ul style="list-style-type: none"> • Supervision missions reports 	
Component 2 – Development of organizational capacities			
OUTCOME 2: Rural communities, agrarian reform settlements and organizations/ associations, especially women and young people, mobilized and their capacities developed	In the project area and end of project: <ul style="list-style-type: none"> • 27,000 families mobilized and with enhanced capacities • 770 communities and agrarian reform settlements with qualified demands on public programmes • 6,000 leaders of rural communities and agrarian reform settlements trained 	<ul style="list-style-type: none"> • Official statistics • Baseline, M&E / RIMS reports, final evaluation • Statutory information and reports from organizations • Qualitative and quantitative studies, including gender-specific • Supervision missions reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Continuation of public policies for poverty reduction
Output 2.1: Rural population informed about public programmes and policies	<ul style="list-style-type: none"> • 500 community organizations and 27 economic organizations with organizational structure, legal status and governance systems • 300 community organizations participate in Territorial Collegiates • 450 women groups (4,500 women) established and operational • At least 1,100 young people with higher capacities due to their participation in studying and training opportunities • 9 radio programmes, 6 videos and 12 booklets on public policies and programmes elaborated, broadcasted and disseminated 		
Output 2.2: Project beneficiary organizations strengthened			
Output 2.3: Women organizations participation strengthened			
Output 2.4: Young people capacities and opportunities enhanced			
Component 3 – Sustainable productive development and market access			
OUTCOME 3: Family farmers' agricultural and livestock sustainable production transformed and enhanced	In the project area and end of project: <ul style="list-style-type: none"> • 27,000 families access to TA and 20,000 to productive investments (10,000 to non-reimbursable resources and 10,000 access to credit); at least 80% of them improve their production • At least 13,500 families diversify their production systems 	<ul style="list-style-type: none"> • Official statistics • Baseline, M&E / RIMS reports, final evaluation • Reports from organizations and TA providers • Qualitative and quantitative studies, including gender-specific • Supervision missions reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Timely allocation of counter-part funds • Providers remain conducive to deliver TA services • Droughts at acceptable ranges and continuity of investment for accessing water
Output 3.1: New technologies and innovative practices adopted	<ul style="list-style-type: none"> • 16,200 families adopt new technological practices • 13,500 families introduce at least one new product • 4,500 women, 1,100 young people, 260 families (26 groups) from indigenous communities and 280 families (28 groups) from quilombola communities carry out new income generating activities • 10,800 families access public purchases (PAA, PNAE) • 2,700 families access differentiated markets (organic, fair trade) 		
Output 3.2: Beneficiaries' access to market improved			